

INITIATIVES



par **CAROLYN SARGENT**, professeur d'anthropologie à Southern Methodist University (Dallas, Texas), chercheur associée au centre Poplinter de Paris V et au CRESP de Paris XIII, **SAMBA YATERA**, sociologue et chercheur au GRDR, et **STÉPHANIE LARCHANCHÉ-KIM**, doctorante en anthropologie (SMU, Dallas, Texas)

Migrations et nouvelles technologies

Liens et contraintes sociales parmi les migrants du bassin du fleuve Sénégal à Paris

Le développement des nouvelles technologies et notamment de la téléphonie mobile a modifié le lien que les migrants entretiennent avec leur famille restée au pays. Chacun, ici ou là-bas, se réjouit d'être en contact rapide et direct avec les parents et de pouvoir régler plus rapidement certains problèmes et conflits. Mais la communication moderne accroît aussi les responsabilités et les possibilités de pressions familiales. Enquête à Paris, chez des migrants originaires du bassin du fleuve Sénégal, situé en Afrique de l'Ouest et partagé par la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.

La problématique des incidences sociales des nouvelles technologies d'information et de communication (Tic) est un thème récurrent dans le milieu des sciences sociales et dans l'imaginaire populaire. En effet, il est fréquent d'entendre que les Tic sont en train de révolutionner tous les domaines de la vie sociale et de modéliser voire d'uniformiser nos comportements économiques, culturels et sociaux. Cette perception est renforcée par les enjeux et compétences pour le contrôle des nouvelles technologies d'information. À partir d'un état des lieux et d'une enquête auprès d'une centaine de migrants et d'associations, nous avons cherché à appréhender l'impact de ce phénomène en France sur une population immigrée d'origine rurale qui connaît un fort taux de chômage. L'accessibilité des migrants aux nouvelles technologies (téléphonie, fax) a-t-elle changé le projet migratoire ?

Les flux transnationaux – flux de populations, de capitaux, d'objets et de télécommunications – ont été l'objet d'études à travers de nombreuses disciplines. On constate cependant qu'une grande partie de cette recherche consacrée aux processus de mondialisation propose un niveau d'analyse assez théorique. Tout en tenant compte de façon critique des différents apports théoriques, les anthropologues et les sociologues privilégient une approche plus pragmatique de l'impact local de la mondialisation, en décrivant la façon dont les individus et les communautés interprètent, négocient voire répondent de manière créative à ces processus transnationaux. Une étude de terrain, dans cette perspective, permet d'apprécier le fait que les pratiques transnationales ne sont pas libres de contraintes contextuelles et qu'au contraire elles sont déterminées par des acteurs spécifiques, des locations définies et une période précise⁽¹⁾.

1) - Smith M. P. et Guarnizo L. (eds), *Transnationalism from Below : Comparative Urban and Community Research*, Piscataway, NJ, Transaction Publishers, 1999.

Les migrations transnationales, en tant qu'aspect important de cette mondialisation, ont ainsi transformé les dimensions spatiales du quotidien en séparant les membres des familles et en détachant les relations sociales de leurs contextes d'interaction locale⁽²⁾.

Le ventre de l'Atlantique

"[L]a passion mûrissante de Madické commençait à me coûter, depuis que j'étais en France. En dehors des heures passées à regarder des matchs pas toujours exaltants, je courais les magasins de sport, la liste des équipements de mon frère à la main. Le téléphone n'était plus seulement le tuyau par lequel France Telecom me suçait le sang, il était devenu mon assommoir. Les demandes tombaient, non-formulées, mais savamment insinuées, irrésistibles."

Le ventre de l'Atlantique, Fatou Diome

Appadurai a observé que deux des aspects centraux de la mondialisation – les médias et les migrations – produisent un effet de dialectique dans lequel les migrants et leur perception de soi ainsi que de leur communauté se trouvent transformés par la télévision, le cinéma, la vidéo, les ordinateurs et les téléphones⁽³⁾. D'après lui, les télécommunications et les médias ont la faculté de changer le langage du quotidien et de permettre aux cellules familiales et aux réseaux d'amis de maintenir des relations intimes.

La problématique des Tic dans le contexte migratoire renvoie à l'impact de la téléphonie, des fax, des lettres vidéo et d'Internet sur les relations sociales des migrants et sur leurs actions pour le développe-

ment des régions d'origine. Il apparaît que les outils de communication représentent de plus en plus un élément constitutif du projet migratoire dans la mesure où ils permettent aux cellules familiales et aux réseaux d'amis de développer des relations de proximité. Ainsi, ceux qui migrent et ceux qui restent dans leur communauté d'origine formulent des projets et des stratégies d'action grâce aux téléphones, cassettes audio, fax et vidéos.

Une distance sociale qui diminue en même temps que les délais de communication

La mondialisation a intensifié les contacts et les liens entre les individus, créant un monde interconnecté caractérisé par des échanges culturels constants⁽⁴⁾. On constate que, par le biais des télévisions par satellite⁽⁵⁾, de nombreux migrants arrivent à suivre les programmes des télévisions de leur pays d'origine. L'information ne circule plus désormais dans un seul sens. En effet, la communauté d'origine est mieux informée des conditions de vie des immigrés et de leurs familles. Si la première génération de migrants africains avait tendance à occulter dans son discours sa situation sociale en France et à magnifier sa trajectoire, ce n'est plus le cas aujourd'hui, car elle ne contrôle plus les circuits de l'information.

Une comparaison des échanges sociaux et de l'usage des télécommunications par les migrants arrivés en France à différents moments, entre 1965 et 2002, montre les fonctions importantes que ces modes de communication jouent dans la définition de la "distance sociale" et du rôle des immigrés dans les prises de décisions familiales et villageoises. Dans les années soixante et soixante-dix, cette distance sociale était accentuée notamment à cause des délais encourus dans la transmission de l'information dus à la

2)- Giddens A., *The Consequences of Modernity*, Palo Alto, CA, Stanford University Press, 1990.

3)- Appadurai A., *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.

4)- Inchausti J.X. et Rosaldo R. (eds.), *The Anthropology of Globalization : A Reader*, Oxford, Blackwell Publishers, 2002.

5)- Dans de nombreux foyers de travailleurs migrants, les résidents africains ont investi jusqu'à 10 000 euros pour l'installation d'une parabole leur permettant de recevoir des informations de leurs pays.

lenteur des courriers, ou à la difficulté de trouver un émissaire de confiance parmi les migrants en vacances. Cette situation ne produisait pas d'importants dysfonctionnements sociaux pouvant aboutir à des ruptures sociales car le système de migration tournante (la noria) et le mode d'organisation en France de l'immigration originaire du bassin du fleuve Sénégal régulaient les effets de cette distanciation sociale.

Aujourd'hui, les téléphones portables et satellitaires, l'installation de lignes fixes, de même que les fax et les connections Internet ont transformé la nature des relations. Désormais, les moyens de communication modernes contribuent à l'implication directe des membres de la famille à la fois dans la société d'accueil et dans la société d'origine. Cette intervention concerne tous les aspects de la vie sociale et économique de la famille (détails de la vie quotidienne, demandes financières, conflits, alliances matrimoniales, décès).

© Emmanuelle BarbarasEditingserver.com

La distance géographique et la séparation semblent moins contraignantes que par le passé, et elles ne sont plus perçues de la même manière, ses effets négatifs étant limités par la possibilité de pouvoir parler à l'autre. Soulignons que le développement des réseaux d'informations et des télécommunications induit bien plus que la simple compression du temps et de l'espace.

Formation au centre Internet pilote. Tombouctou, Mali, mars 2001.

6)- Castells M., *L'ère de l'information : le pouvoir de l'identité* (Tome 2), Fayard, Paris, 1999.

7)- Inda J.X. et Rosaldo R, *op. cit.*

8)- Au Mali par exemple, la compagnie de téléphone Sotelma avait jusqu'à récemment le monopole du marché, avec sa succursale Malitel en charge du réseau portable. Aujourd'hui, cette dernière est concurrencée par Icatel, une succursale de la compagnie Alcatel. Cette concurrence a élargi la couverture du réseau, de même qu'elle a produit une baisse des tarifs de télécommunication. Depuis, on entend souvent les récits de migrants qui emmèneraient au pays des valises "*pleines de portables*".

9)- Inda J.X. et Rosaldo R, *op. cit.*

10)- Quiminal Catherine, *Gens d'ici, gens d'ailleurs, migrations souinké et transformations villageoises*, Christian Bourgeois, 1991
Quiminal, Catherine, et Mahamet Timera, "1974-2002, les mutations de l'immigration ouest-africaine", in *Hommes & Migrations*, n° 1239, 2002.

Il renforce la production, la créativité culturelle et les travaux de l'imagination. Ce phénomène contraint aussi les communautés migrantes à de nouvelles obligations d'ordre économique dans leur société d'origine⁽⁶⁾, en générant de nouveaux besoins et de nouvelles formes de contrôle social. En effet, l'imaginaire façonné par l'intermédiaire des médias de masse produit au pays des perceptions positives et des raisonnements sur la réussite sociale et économique des pays riches qui ne correspondent pas nécessairement à la réalité. Ce type de représentations contribue à créer des contraintes psychologiques chez les immigrés qui ne veulent pas inquiéter ou décevoir leurs parents au pays. Certes, comme l'ont observé Inda et Rosaldo⁽⁷⁾, nous voudrions montrer que l'accès aux moyens de communication chez les immigrants d'Afrique de l'Ouest reste assez inégal. On constate que la majorité des migrants a aujourd'hui accès à des moyens de télécommunications variés. L'utilisation et la fréquence de ce type de communication sont cependant déterminées par la situation socio-économique du migrant et par son statut social.

Un réseau téléphonique qui couvre les villages les plus reculés

Dans les communautés rurales du bassin du fleuve, d'où bon nombre des migrants sont originaires, les téléphones au village se comptaient souvent au singulier, limitant les possibilités d'accès ainsi que la fréquence des communications avec les enfants et les parents immigrés en France. Aujourd'hui, l'élargissement du réseau de communication pour les téléphones portables en Afrique ainsi que la création d'une concurrence sur le marché ont permis une utilisation du portable plus individuelle et plus répandue, jusqu'aux villages les plus reculés⁽⁸⁾.

Rappelons que la migration d'Africains de l'Ouest vers la France coïncide avec les mouvements de populations pauvres au lendemain de la Seconde Guerre mondiale vers les régions les plus riches du monde, provoquant la convergence et la collision de cultures disparates⁽⁹⁾. Il faut cependant éviter de réduire les causes des migrations uniquement à la pauvreté. Les facteurs écologiques et sociopolitiques jouent également un rôle important dans l'explication de ce phénomène⁽¹⁰⁾.

Les années soixante à soixante-dix ont constitué une phase importante du phénomène migratoire dans le bassin du fleuve Sénégal. De nombreux villages connaissent alors des départs massifs, essentiellement motivés par la survie des familles. La sécheresse et l'amenuisement des moyens de subsistance dans une économie fortement monétarisée accélèrent les flux vers la France. Les migrants vont constituer ainsi les principaux soutiens des familles restées dans les villages, et ce dans de nombreux domaines : alimentation, santé, effets vestimentaires, dépenses à l'occasion des fêtes et diverses cérémonies, aides aux parents proches, etc. C'est la période des mandats, dont les montants annuels sont considérables.

Les migrants comprirent cependant très tôt que l'impératif d'assurer la reproduction de la famille ne se réalisait pas seulement par le soutien direct à cette même famille. Il existait d'autres types de besoins dont la satisfaction demandait la prise en considération de l'espace village : ce sont notamment les besoins d'approvisionnement en eau, en santé, en éducation, etc. Les actions individuelles vont ainsi se prolonger dans des actions collectives que favorisaient les caisses villageoises de solidarité. Ainsi, émergent de nouvelles actions centrées sur les points d'eau, les banques de céréales, les boutiques villageoises, les cases et postes de santé, etc.

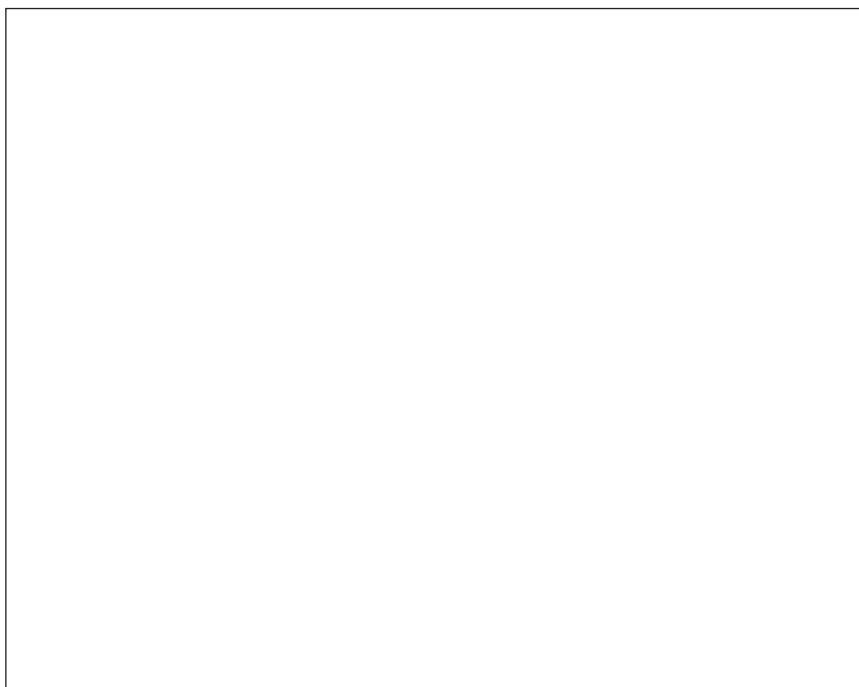
Ne perdons pas de vue que le projet migratoire est fortement déterminé par la position sociale au sein de la famille et par les rapports à la structure sociale.

Il est alimenté d'une part par la circulation de l'information, de consignes, de nouvelles entre le migrant et sa famille et d'autre part par les dynamiques associatives. Il faut souligner aussi que l'immigration du bassin du fleuve Sénégal – d'origine rurale –, dont les débuts remontent aux années cinquante, est faiblement scolarisée. Elle concerne principalement des hommes seuls qui vont vivre dans des habitats collectifs : le foyer. Au cours de cette première décennie, cette immigration se caractérise par des liens très forts avec le village d'origine et par des retours fréquents au pays, le séjour en France étant perçu comme une aventure très provisoire. C'est ce qu'on a appelé les migrations tournantes. Au milieu des années soixante-dix apparaissent des changements importants : arrêts et contrôles des flux migratoires de travail, ainsi que le début du regroupement familial avec l'arrivée des épouses.

Désormais, les moyens de communication modernes contribuent à l'implication directe des membres de la famille à la fois dans la société d'accueil et dans la société d'origine.

Caractéristiques socio-économiques des personnes interrogées

Pour réaliser cette étude, quatre-vingt-dix migrants originaires de la vallée du fleuve Sénégal ont été interrogés afin de comprendre la nature des relations avec leurs familles et amis en Afrique de l'Ouest, et de connaître les moyens utilisés pour entrer en contact avec leurs interlocuteurs. Trois types de populations ont été choisis pour le recueil de données, en tenant compte de leurs trajectoires et de leurs lieux de vie. Ainsi, nous avons interrogé des résidents de la Maison des Ensembles (un squat de sans-papiers à Paris) des patientes de l'hôpital Lariboisière (un hôpital public au nord de Paris avec forte concentration de femmes africaines) et des résidents de cinq foyers de travailleurs migrants dans la région parisienne. Notre échantillon est composé de 49 hommes et de 41 femmes dont l'âge varie entre 16 et 61 ans. On constate que 74,7 % des personnes interrogées sont mariées mais toutes ne vivent pas en famille en France. En effet, seuls



© André Lejarre/Le bar Floréal.

Ndioum, village de la région du bassin du fleuve. Janvier 1999. Le téléphone s'est propagé rapidement dans ses zones reculées du bassin du fleuve Sénégal.

54 % des immigrés ont leurs familles en France, 42 % résidant dans les foyers pour travailleurs migrants, le reste habitant chez des amis ou en cité universitaire. Cette population connaît une grande précarité économique, On constate que seule la moitié des personnes rencontrées (46,1 %) est salariée, dont 50,6 % ont été recrutées par des agences d'intérim et 3,4 % déclarent travailler au noir.

Les résultats de nos investigations ont permis de déterminer la nature des liens entre les migrants et leur communauté d'origine. Deux indicateurs ont été privilégiés : la fréquence des retours dans le pays et les moyens utilisés pour entrer en contact avec un membre de la famille.

Ainsi, il apparaît que la moitié des migrants rentraient très rarement au pays, tandis que les autres ont déclaré y retourner souvent, c'est-à-dire tous les deux ou trois ans. Les retours au pays d'origine sont moins fréquents à cause de l'évolution des projets migratoires et de la situation administrative des immigrés. On constate cependant que 98 % déclarent recevoir souvent des nouvelles de chez eux.

Les moyens de communication les plus utilisés sont – sans grande surprise – le téléphone (74 %) et un mélange de courrier et d'appels téléphoniques (11 %). Seule une minorité de migrants ont recours aux courriers et à Internet, ou encore aux cassettes audio. Interrogés sur leur préférence pour le téléphone, les migrants ont mis l'accent majoritairement sur l'instantanéité, la rapidité, la confidentialité, et le fait d'entendre la voix des proches. Ceux qui ont déclaré préférer le courrier l'expliquent par le coût financier des télécommunications. Les raisons invoquées sur les avantages du téléphone restent principalement liées à l'aspect privé, à la

confidentialité. On nous dit : *“Si quelqu’un envoie une lettre à la famille et que tous ses membres sont illettrés, on se voit alors obligé de faire appel à quelqu’un de l’extérieur pour lire la lettre, et ce dernier risque de répandre des informations privées à toute la communauté.”* De plus, il est difficile d’envoyer une lettre à un membre de la famille sans que les autres n’aient accès aux nouvelles. Les cassettes audio permettent certes aux migrants et à leurs familles d’obtenir des informations détaillées sur certains événements importants et d’entendre la voix de leurs proches, mais elles ne sont cependant pas idéales pour la transmission d’informations confidentielles urgentes.

Avec ou sans travail, il y a presque toujours un budget pour le téléphone

La fréquence des appels téléphoniques et les dépenses encourues sont significatives, même pour ceux qui se trouvent dans une situation économique précaire. Presque 24 % d’entre eux appellent au pays chaque semaine, 35 % appellent leur famille une à deux fois par mois, et 26 % appellent deux à trois fois par semaine. La moyenne des dépenses mensuelles pour les appels téléphoniques s’élève à 47 euros, avec une dépense maximale de 240 euros. Lorsque nous avons comparé les dépenses respectives des hommes et des femmes, nous avons constaté que les femmes dépensaient un peu moins que les hommes (37 euros contre 55). Cette différence s’explique par la position sociale dans le projet migratoire et les fonctions sociales et économiques assignées aux hommes dans le pays d’origine. On constate aussi que le fait d’être au chômage n’influe pas beaucoup sur le montant des dépenses. En effet, ceux qui ont un emploi consacrent en moyenne 48 euros par mois, tandis que ceux qui se trouvent sans travail dépensent en moyenne de 44 euros.

L’endroit où le nombre de cartes achetées est le plus important (plus de 55 % de notre échantillon) reste le foyer pour travailleurs migrants. L’autre élément frappant de cette enquête est de constater comment le téléphone s’est propagé rapidement dans les zones reculées. En effet, si 81 % des familles de nos interlocuteurs possédaient le téléphone, celles qui n’en avaient pas étaient contactées par le biais du téléphone d’une autre famille, d’un téléphone satellitaire ou d’un poste fixe installé au village.

À travers cette étude, nous avons aussi voulu savoir quelles étaient les personnes avec lesquelles les migrants étaient le plus susceptibles d’entrer en contact (par téléphone, courrier, et autres moyens) dans leur pays d’origine, et pour quelles raisons. En majorité, les appels étaient destinés aux membres de la famille, et de façon plus occasionnelle aux amis. Pères, mères, époux, frères et enfants comptaient parmi les destinataires fréquents des appels téléphoniques. Les femmes avaient tendance à téléphoner le plus souvent, sans grande surprise, à leurs enfants restés à la charge des membres de la famille, ainsi qu’à leurs mères, sœurs, et tantes. Pour

les hommes, les appels aux parents étaient considérés plus importants que les appels aux épouses : comme nous l'a confié l'un d'entre eux : *"On peut toujours trouver une autre fiancée ou une autre femme, mais on n'a qu'une seule mère."* Tandis que tous ont dit téléphoner afin de recevoir et de donner des nouvelles, la moitié d'entre eux a également souligné l'usage du téléphone pour régler les problèmes familiaux et anticiper les récriminations familiales par rapport à des obligations non respectées.

Les téléphones sont perçus comme ayant à la fois des avantages et des inconvénients. Par exemple, pour ces migrants arrivés en France à la fin des années soixante, dans les années soixante-dix ou même dans les années quatre-vingt, la lenteur précédente du courrier est toujours soulignée. Les nouvelles d'une maladie ou d'un décès n'arrivaient jamais immédiatement, mais longtemps après l'événement. Les cadeaux et les requêtes étaient parfois transmis par l'intermédiaire d'amis ou de membres de familles partis en Afrique de l'Ouest pour de courtes visites, mais ces dernières étaient assez irrégulières. Pour cette génération de migrants, le plaisir d'entendre la voix des proches et de ne pas devoir passer par les intermédiaires pour envoyer et recevoir des informations confidentielles représente un progrès significatif.

Certes, comme les aînés, la plus jeune génération de migrants met en avant le côté pratique et confidentiel du téléphone.

Les femmes aussi profitent du téléphone

Les jeunes migrants indiquent aussi la possibilité offerte par le téléphone d'associer les membres de la famille dispersés en France et dans les autres pays européens à l'évocation des problèmes importants pour eux et leur famille. Par exemple, une femme enceinte faisait remarquer qu'elle se reposait beaucoup sur le téléphone pour discuter de l'évolution de sa première grossesse avec sa mère et ses sœurs. D'autres femmes ont également signalé l'intérêt de pouvoir recevoir les conseils des tantes aînées sur la grossesse, les relations avec le mari, les difficultés avec les co-épouses, mais aussi le désir de communiquer avec les enfants restés au pays, de donner à ces derniers des conseils sur leur comportement, le respect des aînés, etc.

La place du téléphone est devenue si importante dans les relations sociales que les femmes de villages ne bénéficiant pas de réseaux téléphoniques soulignent les manques, voire la frustration, engendrés par l'impossibilité de pouvoir communiquer de vive voix avec des proches.

En ce qui concerne celles pour qui le téléphone reste trop coûteux, le regret paraissait évident. Comme une des femmes nous l'a expliqué, son fils, âgé de quatre ans, est resté au Mali avec sa mère. Ses parents et son enfant lui manquent constamment, et elle aimerait beaucoup communiquer avec eux par téléphone. Seulement, ils vivent dans un village et n'ont pas accès au téléphone. De plus, elle connaît en France des problèmes de logement, est en situation irrégulière, et de toute manière ne

pourrait pas dépenser d'argent pour s'acheter des cartes de téléphone. Une autre femme, ayant laissé derrière elle trois enfants, âgés de trois, cinq, et sept ans, avec leur grand-mère au Mali, téléphone souvent à ses garçons tant elle est triste sans eux.

Comme on le constate, grâce aux moyens de communication, le champ d'intervention de la famille s'est non seulement élargi, mais son délai d'intervention s'est aussi énormément raccourci. Cette interaction sociale a des incidences sur l'évolution des ménages africains en France et leur mode de régulation. Ce qui semble frappant, c'est la fonction assignée au téléphone comme mode de résolution des conflits et aussi comme expression d'un pouvoir. Certains hommes se positionnent d'emblée comme arbitres dans les décisions à prendre et dans la résolution des problèmes familiaux. Le contact immédiat avec

la famille renforce certes la position du migrant dans la famille, mais il induit cependant quelques inconvénients selon ses interlocuteurs. Pour ceux qui ont laissé leurs frères (notamment les plus jeunes) à charge de femmes et d'enfants, les appels téléphoniques servent à réguler à distance le fonctionnement de la famille. Comme l'a souligné un migrant installé à Paris avec son frère, dont les trois épouses et enfants sont au village avec leur petit frère et sa femme, ils doivent appeler régulièrement pour donner des conseils, apaiser les querelles entre les femmes, rappeler à chacun son rôle et sa place pour que la cohabitation entre différents membres de la famille se passe bien. Le petit frère n'arrive pas à réguler ces tensions.

Pour certains, le contact immédiat avec la famille peut présenter d'autres désavantages. Les demandes d'argent sont constantes – pour les soins médicaux, les enterrements, les mariages, les baptêmes, le remplacement d'un bétail volé, l'achat de nourriture. La multiplication et la fréquence de ces demandes deviennent de plus en plus de véritables fardeaux financiers pour les immigrés à Paris. Elle posent le problème de l'évolution du projet migratoire de l'immigré, notamment de l'articulation entre les contraintes de la vie en France, ses besoins et les exigences de la société d'origine. Lors de cette enquête, de nombreux migrants soulignent qu'un des enjeux importants est de convaincre les membres de leur famille que la vie en France n'est pas facile, que trouver un emploi, un logement décent, éduquer les enfants, obtenir des papiers constituent pour eux des difficultés majeures. La famille et les amis en Afrique de l'Ouest ont une vision idyllique de ce que représente la vie à Paris pour les migrants, vision dans laquelle ceux-ci réussissent inéluctablement, obtiennent facilement une situation financière stable et mènent un train de vie très enviable. Ainsi un homme s'est-il plaint que ses fils restés au pays réclamaient tout de lui : chaussures, bicyclettes, vêtements dernier cri, qu'il ne peut bien sûr pas se

*Ce qui semble frappant,
c'est la fonction assignée au téléphone
comme mode de résolution des conflits
et aussi comme expression d'un pouvoir.*

permettre d'acheter. En retour, pour certains migrants, la vérité est difficile à dévoiler, tant ils se sentent embarrassés ou désirent simplement que l'on ne s'inquiète pas pour eux.

*Un lien familial resserré,
mais des contraintes accrues*

Les téléphones, les fax, et Internet permettent une implication directe de la famille dans des problèmes tels que le choix d'une autre épouse (une pression émanant souvent des aînés en Afrique), la conception d'autres enfants, le renvoi des enfants dans la famille originelle, la création de projets, le renforcement de la solidarité sociale et économique ou l'accueil d'autres membres de la famille en France. Comme un migrant l'a raconté, son plus jeune frère, sans-papiers, venait d'arriver à Paris, et ce, bien qu'il ait prévenu sa famille, à l'occasion de nombreuses conversations téléphoniques, qu'il n'avait pas de place pour le loger et qu'il était très difficile de trouver un emploi pour un sans-papiers. Ce genre de sollicitations (comme, par exemple, cet homme dont la sœur appelle chaque semaine pour demander de l'argent et se plaindre à chaque fois que sa femme ne soit pas encore enceinte) était plutôt rare envers les précédentes générations de migrants. Il apparaît donc que les migrations transnationales et la prolifération des moyens de communication entre la société d'accueil et la société d'origine peuvent engendrer des relations familiales plus intenses voire contraignantes, tandis que les dettes et obligations constamment négociées et les fantasmes projetés sur la société d'accueil (et la vie imaginée dans la communauté africaine) modifient les champs du savoir et de la pratique. ◀



► Dossier *Migrants.com*, n° 1240, novembre-décembre 2002

► Dossier *Vie associative, action citoyenne*, n°1229, janvier-février 2001

► Dossier *Migrants et solidarités Nord-Sud*, n°1214, juillet-août 1998